



## Conseil de sécurité

Soixante-quatrième année

**6161<sup>e</sup>** séance

Lundi 13 juillet 2009, à 11 h 30  
New York

*Provisoire*

---

<i>Président :</i>	M. Rugunda .....	(Ouganda)
<i>Membres :</i>	Autriche .....	M. Mayr-Harting
	Burkina Faso .....	M. Koudougou
	Chine .....	M. Liu Zhenmin
	Costa Rica .....	M. Urbina
	Croatie .....	M. Vilović
	États-Unis d'Amérique .....	M <sup>me</sup> DiCarlo
	Fédération de Russie .....	M. Churkin
	France .....	M. Ripert
	Jamahiriya arabe libyenne .....	M. Dabbashi
	Japon .....	M. Takasu
	Mexique .....	M. Heller
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ...	M. Parham
	Turquie .....	M. Çorman
	Viet Nam .....	M. Bui The Giang

### Ordre du jour

La situation au Myanmar

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.



*La séance est ouverte à 11 h 40.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation au Myanmar**

**Le Président** (*parle en anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant du Myanmar une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

*Sur l'invitation du Président, M. Swe (Myanmar) prend place à la table du Conseil.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Je souhaite la bienvenue au Secrétaire général, S. E. M. Ban Ki-moon, et je l'invite à prendre la parole.

**Le Secrétaire général** (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseil de sécurité de l'occasion qui m'est donnée d'informer ses membres, à leur demande, de la visite que j'ai effectuée au Myanmar du 3 au 4 juillet 2009 à l'invitation du Gouvernement du Myanmar.

Je voudrais remercier tous les États membres intéressés de ce Conseil et du Groupe des amis du Secrétaire général sur le Myanmar d'avoir appuyé ma décision de me rendre au Myanmar à ce moment précis, et également d'avoir appuyé mes efforts dans le cadre de ma mission de bons offices.

Alors que l'objet de ma dernière visite, l'an dernier, était de débloquer la crise humanitaire déclenchée par le cyclone Nargis, mon objectif était cette fois-ci d'entamer des pourparlers directs avec les hauts responsables du Myanmar sur plusieurs préoccupations importantes qui persistent et dont je pense qu'elles ne peuvent rester sans réponse à cette étape cruciale du processus de transition au Myanmar.

À l'heure où toute l'attention est concentrée sur le procès en cours de Daw Aung San Suu Kyi, et à la veille des premières élections organisées au Myanmar depuis 20 ans, il était nécessaire pour moi de soulever ces questions et d'offrir l'aide de l'ONU pour faire progresser le processus de réconciliation nationale, la démocratie, le respect des droits de l'homme et le développement durable.

Tout d'abord, je voudrais dire que le refus des hauts responsables de me laisser rencontrer Daw Aung San Suu Kyi a non seulement été une grande déception mais également une occasion importante manquée par le Myanmar. Même si cette rencontre ne devait pas définir nos efforts, la permettre aurait envoyé un signal positif de conciliation tant au Myanmar qu'à l'extérieur. Cependant, l'engagement de l'ONU envers le Myanmar est vaste et complexe car il comprend une série de préoccupations essentielles pour l'avenir du pays, sur lesquelles j'ai pu me pencher au cours de cette visite.

Lors de mes deux entretiens avec le généralissime chef Than Shwe, et lors d'une rencontre supplémentaire avec le Premier Ministre, le général Thein Sein, j'ai exposé longuement la nécessité pour le Myanmar de prendre des mesures importantes concernant l'ordre du jour en cinq points établi dans le cadre de mes bons offices, ainsi que les questions humanitaires. J'ai fait des propositions spécifiques, en mettant l'accent sur trois préoccupations non encore résolues qui, si elles ne le sont pas, pourraient faire perdre toute confiance dans le processus politique du Myanmar : premièrement, la libération de tous les prisonniers politiques, y compris Daw Aung San Suu Kyi; deuxièmement, la reprise d'un dialogue de fond entre le Gouvernement et l'opposition; et troisièmement, la nécessité de créer des conditions favorables à la tenue d'élections crédibles et légitimes.

L'ONU sait par expérience, que des élections peuvent unifier ou diviser, selon le degré d'adhésion et la qualité du processus. Il est donc essentiel, y compris avec l'appui de l'ONU, de résoudre ces trois préoccupations pour faire en sorte que le processus politique soit inclusif et serve les intérêts de tous les citoyens du Myanmar d'une façon généralement acceptable pour la communauté internationale.

Mes rencontres avec les représentants des partis politiques enregistrés et les groupes ethniques signataires de cessez-le-feu m'ont permis d'écouter leurs points de vue et leurs préoccupations à cet égard,

que j'ai communiqués aux autorités. Cependant, j'ai également encouragé les deux groupes à rester constructifs en ce qui concerne le processus politique. Toute transition réussie exigera de mettre fin au double héritage d'impasse politique et de conflit civil du pays. Il est dans l'intérêt de tous de faire en sorte que tous les progrès réalisés jusqu'ici deviennent irréversibles. Si le Gouvernement a l'obligation principale de répondre aux préoccupations de toutes les parties prenantes, ces dernières ont toutes un rôle à jouer et une responsabilité à assumer dans l'intérêt du pays.

Sur le plan humanitaire, j'ai pu constater les progrès réalisés en une année sur le plan du relèvement et de la reconstruction des régions dévastées par le cyclone, grâce à la coopération sans précédent entre le Myanmar, l'ONU et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Au cours de toutes mes réunions, j'ai insisté sur la nécessité de consolider ces efforts et de s'en inspirer pour assurer un acheminement rapide de l'aide dans le delta de l'Ayeyarwaddy et un accès humanitaire élargi qui puisse atteindre tous les groupes vulnérables du pays. Tout comme la communauté internationale ne peut prendre en otage l'aide humanitaire en raison de considérations politiques, le Gouvernement ne peut justifier en aucune manière qu'il donne l'accès à l'aide humanitaire à certains de ses citoyens et pas à d'autres.

En outre, ma visite était également une occasion de se pencher sur le défi du Myanmar en matière de développement. Une fois encore, nous savons par expérience que les conditions socioéconomiques sous-jacentes peuvent influencer sur la paix et la sécurité. J'ai donc proposé aux hauts dirigeants de renforcer la coopération avec l'ONU, par le biais d'un processus à large base intégrant tous les secteurs de la société, de manière à répondre aux besoins urgents auxquels le pays fait face sur le plan du développement. Autonomiser la population pour la faire participer au développement de son pays revêt tout autant d'importance pour garantir la stabilité, la démocratie et la prospérité, et pour faire en sorte que le Myanmar bénéficie pleinement de l'économie régionale et mondiale et qu'il y contribue.

Ma visite a envoyé un signal clair, témoignant de la volonté de l'ONU d'œuvrer avec le Gouvernement et le peuple du Myanmar pour faire face aux problèmes dont l'importance est fondamentale pour la réalisation d'une paix, d'une démocratie et d'un développement durables. Si je me tiens prêt à œuvrer avec toutes les parties concernées à la réalisation de cet objectif, le

Myanmar a beaucoup à gagner à s'engager véritablement auprès des Nations Unies. Avoir la possibilité de transmettre ce message de façon claire et directe aux plus hauts dirigeants du Myanmar est une occasion rare pour la communauté internationale de se faire entendre.

Ici, comme on l'a fait remarquer, le plus important n'est pas tant ce que j'ai ramené que ce que j'ai laissé aux autorités sur place. J'ai clairement fait part de mes attentes ainsi que de celles de la communauté internationale, à savoir que le Gouvernement doit honorer sa promesse d'organiser en 2010 des élections sans exclusive, libres et régulières et de prendre les mesures nécessaires en ce qui concerne mes propositions spécifiques dans un avenir très proche. À cet égard, le généralissime chef Than Shwe a promis d'organiser des élections libres et régulières. J'ai cependant affirmé, et je le répète aujourd'hui, qu'il revient aux autorités du Myanmar de traduire ces promesses en mesures concrètes, pour garantir l'ouverture et la crédibilité du processus et montrer la volonté du Myanmar de coopérer avec la communauté internationale. Comme tous les autres États Membres, plus le Myanmar œuvre en partenariat avec l'ONU, plus il affirme sa souveraineté.

Avant de quitter le Myanmar, j'ai eu l'occasion de répéter publiquement tous mes messages dans un discours liminaire devant une assemblée importante et diversifiée à Yangon. C'était une occasion sans précédent de parler ouvertement du problème qui se pose aux parties prenantes du Myanmar aujourd'hui : combien de temps le Myanmar peut-il encore se permettre d'attendre – et à quel prix – la réconciliation nationale, la transition démocratique et le plein respect des droits de l'homme? Mon message, destiné à la communauté internationale autant qu'au Gouvernement et au peuple du Myanmar, comportait deux points. Tout d'abord, si l'histoire du Myanmar est unique et complexe, les défis auxquels il fait face en tant que pays en transition ne sont ni exceptionnels ni insurmontables. Deuxièmement, aucun des défis qui se présentent au Myanmar aujourd'hui – dans les domaines politique, humanitaire et du développement – ne peuvent être relevés séparément, et si nous ne leur accordons pas une attention égale, ils pourraient compromettre les perspectives de paix, de démocratie et de prospérité durables.

Ce discours était également une occasion de souligner mon attachement, ainsi que celui de l'ensemble de la communauté internationale, à l'égard

d'un engagement constant. J'ai clairement affirmé que le Myanmar n'était pas seul. Au Myanmar comme ailleurs, l'ONU travaille pour le peuple – ses droits, son bien-être, sa dignité. Il ne s'agit pas d'un option; il s'agit de notre responsabilité. Nous ne pouvons pas abandonner. L'appui sans faille des membres de l'Organisation des Nations Unies à mes efforts de bons offices et leur engagement, notamment celui des pays voisins et des membres de l'ASEAN, à l'égard des autorités du Myanmar sont alors devenus encore plus importants et nécessaires.

Je me félicite de l'appui sans faille que les dirigeants du Groupe des Huit ont accordé à mes efforts la semaine dernière, ainsi que de leur déclaration selon laquelle ils sont « prêts à répondre positivement aux progrès politiques substantiels entrepris par le Myanmar ». Je me félicite également de l'appui renouvelé et inconditionnel du Groupe des amis sur le Myanmar à mes bons offices et de son engagement personnel.

Maintenant que j'ai exprimé très clairement ce que l'on attend des dirigeants du Myanmar, il leur appartient de répondre positivement dans l'intérêt de leur propre pays. Comme je l'ai mentionné dans mon discours, c'est en fin de compte le peuple du Myanmar qui supportera le coût du manque d'engagement et de coopération de la part de leur Gouvernement avec l'ONU et la communauté internationale. C'est pourquoi, les dirigeants du Myanmar ont la responsabilité, non seulement envers leur propre peuple, mais également envers les membres de la communauté internationale, de répondre aux propositions que j'ai faites au nom de ces derniers.

Le choix des dirigeants du Myanmar dans les jours et les semaines à venir sera soit de faire face à cette responsabilité dans l'intérêt de toutes les parties concernées soit de décevoir leur propre peuple et tous les membres de la communauté internationale. À présent, le monde attend attentivement de voir s'ils choisiront d'agir dans le meilleur intérêt de leur pays ou d'ignorer nos préoccupations et nos attentes ainsi que les besoins de leur peuple.

**Le Président** : Je remercie le Secrétaire général pour son exposé.

Je donne à présent la parole au représentant du Myanmar.

**M. Swe** (Myanmar) (*parle en anglais*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, de

l'occasion qui m'est donnée de faire une déclaration au cours de cette réunion d'information. J'aimerais également remercier le Secrétaire général pour les efforts qu'il a déployés pour appuyer le processus de démocratisation du Myanmar et pour son exposé détaillé aujourd'hui. C'était la seconde visite du Secrétaire général au Myanmar en un peu plus d'un an et la neuvième du Secrétaire général adjoint Gambari. Il convient de noter que pendant la visite du Secrétaire général au Myanmar, nous avons fait tout notre possible pour donner suite aux demandes de ce dernier. Toutefois, nous n'avons pas été en mesure d'organiser la rencontre demandée avec Daw Aung San Suu Kyi.

Selon une pratique protocolaire établie, notre chef d'État ne reçoit les dignitaires étrangers qu'une seule fois au cours de leurs visites. Toutefois, à la demande du Secrétaire général, le senior général Than Shwe a reçu deux fois le Secrétaire général. Au cours de leurs entrevues, le Secrétaire général a exprimé les points de vue de l'ONU et de la communauté internationale. De même, le senior général Than Shwe a expliqué en détail l'évolution du processus politique au Myanmar et a souligné les deux priorités les plus importantes du Gouvernement à l'heure actuelle, c'est-à-dire le transfert du pouvoir étatique à un Gouvernement civil après les élections législatives de 2010 et l'établissement de bonnes bases pour le développement social et économique futur. Il a aussi assuré que les élections législatives de 2010 seraient libres, régulières et crédibles et seraient organisées de manière à permettre la participation de tous les citoyens.

Concernant la demande du Secrétaire général de rencontrer Daw Aung San Suu Kyi, bien que notre chef d'État lui-même ait souhaité organiser la rencontre, nous regrettons cependant n'avoir pas pu accéder à cette demande étant donné que le Tribunal spécial a une compétence indépendante sur cette question. La position du Tribunal spécial est d'user de ses pouvoirs discrétionnaires pour décider de donner suite ou non aux demandes de personnes pouvant avoir une influence sur son jugement. Le fait que nous n'ayons pu organiser la rencontre avec Daw Aung San Suu Kyi a été expliqué clairement avant et pendant la visite du Secrétaire général.

Des arrangements ont été pris pour que le Secrétaire général rencontre les dirigeants et les représentants des 10 partis politiques officiellement inscrits, y compris la Ligue nationale pour la démocratie (LND) ainsi que d'anciens groupes armés.

Nous avons même organisé une rencontre séparée du Secrétaire général avec les représentants de la LND, bien que celle-ci ne faisait pas partie du programme initial. Nous voudrions saisir cette occasion pour exprimer notre satisfaction et remercier le Secrétaire général d'avoir encouragé les partis politiques et les anciens groupes armés à participer au processus de reconsolidation nationale.

Comme l'a demandé le Secrétaire général, une « cérémonie de remerciements » publique a été organisée par le Gouvernement du Myanmar, bien que nous savions parfaitement que de telles réunions publiques n'avaient pas eu lieu au cours des visites récentes du Secrétaire général dans certains pays membres. De plus, nous nous attendions à ce que le Secrétaire général aborde des domaines et des questions ne figurant pas dans le programme de la rencontre « cérémonie de remerciements. » Toutefois, dans le souci de montrer notre coopération avec l'ONU et de respecter les souhaits du Secrétaire général, nous avons organisé cette rencontre publique d'un nouveau genre. Nous avons invité ceux que le Secrétaire général souhaitait inviter et les Ministres siégeant au Cabinet, Vice-ministres et hauts fonctionnaires du Gouvernement ont également assisté à cet événement pour faire honneur au Secrétaire général.

Pendant la visite, le Secrétaire général s'est longuement entretenu avec le Premier Ministre sur le développement économique et social du Myanmar. En tant que pays en développement, le Myanmar déploie des efforts sans relâche pour son développement économique et social. Cependant, certains pays ont imposé des sanctions économiques au lieu de fournir une aide et une coopération. Malheureusement, l'aide publique au développement pour le Myanmar est inférieure à 3 dollars par habitant, ce qui est insignifiant en comparaison avec d'autres pays semblables. Pendant cette rencontre, le Premier Ministre a souligné le fait que de telles politiques à l'égard du Myanmar entravent le développement social et économique du pays et influent principalement sur les couches les plus défavorisées de la population. Il serait plus constructif et favorable à nos efforts de démocratisation et de développement que la communauté internationale considère la situation du Myanmar dans une perspective plus large.

Malgré ces obstacles, le Gouvernement du Myanmar s'efforce de stabiliser la situation dans les domaines politique, social et économique à l'aide de nos propres ressources. Nous apprécions la remarque

du Secrétaire général sur les efforts que le Gouvernement du Myanmar déploie pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, maîtriser le VIH/sida, lutter contre la traite des êtres humains et éradiquer la culture du pavot.

Pendant sa visite, le Secrétaire général a également visité la région du delta de l'Ayeyarwady, touchée par le cyclone Nargis il y a un an, pour observer la construction des abris anticyclones et autres travaux de reconstruction effectués conjointement par le Gouvernement du Myanmar, les institutions des Nations Unies et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Le Secrétaire général a souligné à juste titre que la réaction face au cyclone Nargis a démontré la valeur de l'engagement et d'une coopération sans précédent entre le Myanmar, l'ONU et l'ASEAN par l'intermédiaire du Groupe clef tripartite, avec l'appui de la communauté internationale.

Concernant le succès de cette visite, le Gouvernement du Myanmar a l'intention de mettre en place toutes les recommandations appropriées que le Secrétaire général a proposées. À la demande du Secrétaire général, le Gouvernement du Myanmar est en train d'envisager d'accorder l'amnistie à des prisonniers sur la base de considérations humanitaires et dans le but de leur permettre de participer aux élections législatives de 2010. En outre, s'agissant du Forum économique national, le Gouvernement coopérera avec l'ONU dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche pour améliorer les conditions de vie de la population au niveau local.

S'agissant de la proposition d'aide technique pour les élections, le Myanmar coopérera avec l'ONU si une aide technique s'avère nécessaire pour les élections législatives de 2010. L'État votera la loi sur l'inscription des partis politiques et la loi électorale en temps opportun. Le Myanmar est résolu à mettre en œuvre tout ce qu'il peut faire dans le but de faciliter la réalisation harmonieuse des objectifs démocratiques qu'il a fixés pour le pays et sa population.

L'acceptation par le Myanmar de la mission de bons offices du Secrétaire général et sa coopération active au processus, ainsi que la deuxième visite du Secrétaire général au Myanmar en un plus d'un an constituent des étapes importantes de la coopération entre le Myanmar et l'ONU. Nous sommes d'avis que la visite du Secrétaire général au Myanmar a été fructueuse. Nous souscrivons pleinement à la remarque

du Secrétaire général selon laquelle le succès ou l'échec de sa visite ne doit pas être seulement évaluée à l'aune de l'impossibilité de rencontrer Daw Aung San Suu Kyi.

Le Myanmar avance aujourd'hui avec assurance sur la voie choisie de la démocratie. Les défis que rencontre le Myanmar sont complexes et revêtent des aspects multiples. Si l'on observe la situation géopolitique du Myanmar, l'on peut voir qu'il est entouré par des pays aux cultures, aux religions et aux systèmes politiques différents et que plus de 40 % de la population mondiale vit dans ces cinq pays limitrophes. Le Myanmar lui-même est un pays multiethnique et multiconfessionnel. C'est pourquoi nous devons être neutres et œuvrer avec tous nos voisins à la stabilité de la région. Nous devons tenir compte, entre autres, des différents contextes historiques, géopolitiques et multiethniques. Une pression indue de l'extérieur sans pleinement comprendre les difficultés auxquelles est confronté le Myanmar ne favorisera pas le processus politique interne.

L'on ne saurait trop insister sur le fait que nul n'est mieux à même de faire face aux problèmes complexes du pays que le Gouvernement et le peuple du Myanmar. Nous enregistrons des progrès importants sur la voie de la reconsolidation nationale et de la démocratisation. Le Myanmar est donc sur le point d'atteindre son objectif ultime. Le Myanmar n'est pas une menace à la paix et à la sécurité internationales, et par conséquent aucune mesure de la part du Conseil de sécurité n'est justifiée.

Je voudrais terminer en réaffirmant notre volonté de poursuivre notre coopération avec l'ONU et notre attachement à la mission de bons offices du Secrétaire général. L'appui continu, la compréhension et la coopération de l'ONU et de la communauté internationale seront des plus profitables à notre effort pour créer une nation démocratique.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Parham** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par remercier le Secrétaire général de son exposé sur sa visite en Birmanie. Il lui a fallu beaucoup de courage et de détermination pour effectuer cette visite. Sa décision a bénéficié de notre plein appui, ainsi que de celui de l'ensemble de la communauté internationale. Cet appui a été reflété

dans de nombreuses déclarations récentes, et plus particulièrement le communiqué sur la Birmanie publié par le Sommet du Groupe des Huit le 9 juillet, ainsi que l'a mentionné le Secrétaire général.

Nous estimons qu'en se rendant en Birmanie, le Secrétaire général a démontré de la manière la plus claire possible l'attachement de l'ONU au progrès de la démocratie, des droits de l'homme et du développement économique dans ce pays. Le peuple birman aura certainement été encouragé par le vigoureux esprit de direction manifesté par le Secrétaire général.

Nous nous félicitons également des messages sans ambiguïté sur la nécessité de la réforme politique que le Secrétaire général a transmis directement au général Than et à la direction du Conseil d'État pour la paix et le développement; des messages qui énumèrent les préoccupations de la communauté internationale que le Conseil de sécurité a lui-même exprimées à travers plusieurs déclarations présidentielles. Ces dernières ont clairement indiqué la marche à suivre, notamment la libération de tous les prisonniers politiques, y compris Daw Aung San Suu Kyi, et la reprise d'un dialogue renforcé et assorti d'un calendrier entre le Gouvernement, Daw Aung San Suu Kyi et tous les partis politiques et les groupes ethniques, avec l'aide de l'ONU.

Nous nous félicitons que le Secrétaire général ait pu rencontrer les groupes qui sont parties au cessez-le-feu et l'ensemble des 10 partis politiques enregistrés, notamment la Ligue nationale pour la démocratie, mais, comme le Secrétaire général, nous exprimons notre déception face à la décision du Gouvernement de ne pas lui permettre de rencontrer Daw Aung San Suu Kyi. Le fait que le Gouvernement ait refusé d'accéder à cette requête, en particulier à l'heure où Daw Aung San Suu Kyi fait l'objet d'un procès largement reconnu comme étant un simulacre de justice, témoigne de son obstination et de son manque de volonté d'accomplir des progrès réels. Seule figure politique du pays à avoir reçu un mandat démocratique populaire, Aung San Suu Kyi a un rôle central à jouer dans l'avenir d'une Birmanie démocratique. La manière dont elle est traitée n'est pas le seul critère de jugement du régime, mais il témoigne de la peur qu'éprouve ce dernier à l'égard d'un processus politique libre et régulier et de son refus de dialoguer avec l'opinion internationale.

La visite du Secrétaire général était l'occasion pour le Gouvernement birman de transformer sa

relation avec la communauté internationale, qui est prête à répondre de manière positive à des progrès réels. Le fait que le régime n'ait pas su saisir cette occasion ne fait que l'isoler davantage. Nous ne pouvons qu'espérer que des progrès interviennent dans les prochains jours. Il n'est pas trop tard. Mais si ce n'est pas le cas et si le procès de Daw Aung San Suu Kyi se clôturera sur une décision injuste, la communauté internationale devra suivre la direction imprimée par le Secrétaire général et réagir fermement. Il incombe au Gouvernement d'agir.

Comme le Secrétaire général vient de le dire, le monde entier regarde. Les généraux n'ont pas pu manquer d'entendre le message fort et clair que le Secrétaire général a délivré à Rangoun lorsqu'il s'est adressé aux ministres, à la communauté diplomatique et aux organisations non gouvernementales. Sa déception et celle de la communauté internationale tout entière sont on ne peut plus évidentes.

Nous demandons instamment au régime d'entamer un dialogue constructif avec la communauté internationale afin de répondre à nos préoccupations. Mon gouvernement a déclaré à maintes reprises qu'il est prêt à répondre positivement à tout progrès véritable. Il est donc profondément regrettable que le régime n'ait pas encore pris les mesures qui nous permettent de le faire.

Nous demeurons déterminés à coopérer avec nos partenaires dans un effort concerté pour engager un processus de réconciliation en Birmanie. Quant à nous, nous continuerons d'appuyer les efforts du Secrétaire général et sa mission de bons offices. Nous saluons les efforts personnels constants qu'il déploie en faveur du lancement d'un processus de réconciliation en Birmanie. Il reste le meilleur espoir de la communauté internationale pour sortir de l'impasse.

Chacun d'entre nous doit utiliser toute l'influence dont il dispose pour encourager le régime à coopérer de manière constructive et le persuader que les objectifs qu'il affirme rechercher, à savoir l'unité nationale, la stabilité et le développement économique, sont entravés par ses propres actions. Il doit comprendre que sa feuille de route et les élections qu'il a prévues n'auront aucune crédibilité si les prisonniers politiques, notamment Daw Aung San Suu Kyi, ne peuvent pas participer pleinement au processus politique. Il doit répondre positivement au Secrétaire général et à la communauté internationale qu'il représente.

**M. Heller** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je voudrais commencer ma déclaration en remerciant le Secrétaire général de sa présence parmi nous aujourd'hui et de son exposé sur la visite qu'il a effectuée récemment au Myanmar. Ma délégation lui est particulièrement reconnaissante de sa mission de bons offices au Myanmar, qui est le résultat de sa volonté personnelle d'améliorer la situation politique, économique et social qui règne dans ce pays. Cette volonté est partagée par une grande partie de la communauté internationale. Je remercie également le Représentant permanent du Myanmar de sa déclaration au Conseil aujourd'hui. Nous nous félicitons du contenu de cette déclaration qui se veut tournée vers l'avenir, du moins nous l'espérons.

La récente visite du Secrétaire général au Myanmar, la deuxième effectuée en un peu plus d'un an, est intervenue à un moment propice. De fait, non seulement ce voyage a permis au Secrétaire général d'évaluer l'état d'avancement des travaux de reconstruction après le passage du cyclone Nargis, mais il est aussi intervenu dans le contexte des préparatifs des élections générales qui doivent avoir lieu en 2010.

En ce qui concerne les efforts de reconstruction et l'aide humanitaire, nous nous félicitons que des progrès aient été enregistrés, en particulier grâce à la coopération établie entre le Gouvernement du Myanmar, l'ONU et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est dans le cadre du Groupe clef tripartite et grâce à l'appui des donateurs de la communauté internationale. Le travail de reconstruction n'est pas encore terminé et les efforts en ce sens doivent donc se poursuivre.

Sur le plan politique, la situation est différente et beaucoup plus complexe et les difficultés sont nombreuses. Le Myanmar prépare ses premières élections en 20 ans, et ma délégation estime que de nombreuses questions doivent encore être réglées pour que ce scrutin soit transparent et pleinement ouvert à tous les courants politiques présents au Myanmar.

Ces élections doivent viser à faciliter la transition pacifique du Myanmar vers la démocratie et la réconciliation, en donnant la priorité au renforcement de l'état de droit et à la protection des droits de l'homme. À cet égard, les élections doivent être appuyées non seulement par le Gouvernement, qui a la responsabilité principale de leur organisation, mais aussi par tous les partis politiques enregistrés et les

groupes rebelles qui ont montré qu'ils étaient prêts à déposer les armes. Nous espérons que le Gouvernement créera les conditions nécessaires pour instaurer un dialogue véritable avec tous les groupes ethniques et les minorités afin de parvenir à une réconciliation nationale définitive. Pour cela, il faut que tous les prisonniers politiques, y compris Daw Aung San Suu Kyi, soient libérés dans les plus brefs délais. Leur participation aux élections garantira la crédibilité du processus électoral et, par là même, la légitimité des élections. Voilà pourquoi il aurait été souhaitable que le général en chef Than Shwe permette au Secrétaire général de rencontrer M<sup>me</sup> Suu Kyi, personnage emblématique, qui a de nouveau été arrêtée dans des conditions qui n'ont pas encore été pleinement clarifiées et est de nouveau traduite en justice.

Le Gouvernement du Myanmar a désormais l'occasion de renforcer le processus de réconciliation nationale, ce qui permettrait à la population de jouir de ses droits civils et politiques, consolidant ainsi la paix et jetant les bases du développement économique futur du pays. Cet objectif devra être poursuivi avec l'appui de l'ONU, grâce aux bons offices du Secrétaire général, mais également sous l'impulsion des États de la région, et plus particulièrement des États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui jouent un rôle particulièrement important du fait de leurs relations étroites avec le Gouvernement du Myanmar.

Le flux incessant de réfugiés du Myanmar vers la Thaïlande montre l'absence de garanties de protection dont souffre la population civile, et témoigne des violations récurrentes des droits de l'homme au Myanmar. Voilà pourquoi nous exhortons tous les acteurs régionaux à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les plus de 100 000 réfugiés disposent de la protection adéquate et d'abris.

La situation des enfants soldats est un autre sujet de préoccupation. Nous saluons certes les efforts du Gouvernement du Myanmar en la matière, mais nous estimons que ces efforts sont insuffisants. Nous exhortons le Gouvernement à garantir les droits de ces mineurs et à coopérer avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés afin de prendre des mesures permettant la démobilisation et la réintégration de tous les enfants soldats dans la vie civile avec leurs familles.

Le message envoyé par le Secrétaire général à la population et au Gouvernement du Myanmar par sa

visite a été très clair : l'ONU et la communauté internationale suivent la situation actuelle et à venir du Myanmar, un Myanmar indépendant et souverain, et ne ménageront aucun effort nécessaire pour promouvoir la voie du dialogue et de la coopération, pour garantir le développement politique, économique et social du pays, en vue de la paix.

**M. Ripert** (France) : Je voudrais, pour commencer, remercier le Secrétaire général pour son exposé et le Représentant permanent de la Birmanie, que j'ai écouté avec beaucoup d'attention. Il était essentiel que notre Conseil soit informé sans délai des résultats de la mission du Secrétaire général, alors que l'évolution de la situation en Birmanie continue de constituer un sujet de préoccupation majeur pour la communauté internationale.

Je voudrais aussi saluer le Secrétaire général pour son engagement courageux, déterminé et tenace sur ce dossier. Il s'est rendu en Birmanie avec notre soutien, avec une claire conscience des difficultés de sa mission, afin de porter les attentes de la communauté internationale à l'attention des autorités de Birmanie. Malheureusement, et il l'a rappelé, celles-ci ont refusé de coopérer. Elles lui ont notamment interdit de rencontrer Aung San Suu Kyi et se sont refusées à tout dialogue de substance. Les autorités ont ainsi perdu une occasion de démontrer qu'elles souhaitaient engager une véritable réconciliation nationale, un véritable processus de démocratisation. Ce n'est pas après la visite du Secrétaire général de l'ONU qu'il faut venir dire au Conseil que l'on est prêt au dialogue et à la réconciliation : c'est avant et pendant la visite du Secrétaire général qu'il fallait le faire.

La communauté internationale a marqué sa disposition à s'engager de manière constructive en Birmanie, en appui au processus politique, mais aussi pour soutenir le développement économique et social du pays, dans le strict respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. C'est ce message de bonne volonté dont le Secrétaire général était porteur. La main qu'il a tendue a été ignorée.

La fermeture des autorités face aux propositions du Secrétaire général conduit à s'interroger sur l'attitude générale des autorités birmanes depuis la répression du mouvement démocratique à l'automne 2007. Le Conseil de sécurité avait alors, par la déclaration présidentielle du 11 octobre 2007 (S/PRST/2007/37), fixé des attentes claires et précises,

unanimentement. Ces demandes avaient été réaffirmées en mai 2008 et en mai 2009.

Près de deux ans après leur première expression, où en sommes-nous de leur mise en œuvre? La première de ces attentes était la libération rapide de tous les prisonniers politiques. Que constate-t-on? D'abord que le nombre de ces prisonniers n'a cessé d'augmenter malgré une poignée de libérations. De nouvelles promesses ont été faites aujourd'hui encore parlant de la libération de prisonniers, non pas de tous les prisonniers, mais de certains prisonniers. Nous rappelons ici que la demande du Conseil porte sur la libération de l'ensemble des prisonniers politiques.

Ensuite, alors que l'appel à la libération des prisonniers politiques concernait naturellement M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi, celle-ci est maintenue en détention depuis 2003. Au lieu de la libérer, le régime a procédé à son arrestation en mai dernier et initié un procès politique à son encontre sans aucune justification, à la consternation du monde entier, y compris des amis de la Birmanie. Le fait que le verdict soit sans cesse repoussé montre clairement l'embarras d'un régime conscient de la faiblesse des prétendues charges retenues contre la chef de l'opposition et, comme l'a rappelé mon collègue britannique, le seul leader politique en Birmanie à avoir gagné une élection démocratiquement.

La seconde exigence formulée par le Conseil tenait au lancement d'un véritable dialogue entre le Gouvernement, M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi et les autres partis et groupes ethniques concernés, en vue d'une réconciliation nationale inclusive. Au lieu d'initier ce dialogue, les autorités pour la politique de fait accompli en mettant en œuvre de manière unilatérale une soi-disant « feuille de route ». Cette stratégie a abouti à une polarisation accrue au sein du pays.

La troisième demande du Conseil portait sur la coopération avec les Nations Unies. Après plusieurs navettes de l'Envoyé spécial, M. Ibrahim Gambari, dont je veux saluer les efforts et la ténacité, le Secrétaire général s'est rendu en Birmanie avec des propositions d'assistance dans les domaines politique, économique et humanitaire. Aucune réponse n'a été apportée à ces suggestions formulées dans un esprit constructif.

Le Conseil de sécurité a fait preuve d'une grande patience sur ces diverses demandes. Nous étions prêts à soutenir activement une évolution, même progressive, dans la bonne direction. Force est de constater que non

seulement les autorités de Birmanie n'ont rien fait pour répondre aux demandes du Conseil, mais elles ont, au cours des derniers mois, pris des décisions directement contraires à ces demandes.

Nous le savons tous, la crise birmane dépasse la dimension politique. Le pays doit faire face à de gigantesques défis en matière économique, sociale et de gouvernance. Il y a urgence à agir pour répondre aux besoins de la population dans tous ces domaines.

L'Union européenne est un acteur majeur sur le plan humanitaire et de l'aide au développement. Elle a constamment marqué sa disposition à revoir sa position commune en fonction de l'évolution de la situation. L'engagement d'un véritable processus politique conduisant à une réconciliation nationale constitue cependant un préalable nécessaire à l'engagement d'une dynamique positive dans tous les domaines. Aung San Suu Kyi est un acteur central, irremplaçable d'un tel processus. Sa détention est intolérable et illégale. Elle constitue un obstacle au dialogue. Sans la libération préalable de la prix Nobel de la paix, tout processus électoral ne constituerait qu'une parodie de démocratie destinée à légitimer le fait accompli.

Le blocage actuel n'est pas une raison pour baisser les bras, et nous sommes d'accord avec le Secrétaire général sur ce point. Nous l'encourageons, ainsi que le Conseiller spécial, à poursuivre ses efforts. Ceux-ci ne pourront cependant aboutir que si la communauté internationale, et en particulier les acteurs régionaux, s'engage activement en faveur du changement. Le Conseil de sécurité doit continuer à suivre la situation pour rappeler clairement la nécessité pour les autorités de Birmanie de mettre en œuvre les demandes qu'il a formulées. Et le Conseil se devra de réagir avec fermeté si M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi venait à être condamnée.

Nous sommes attachés à l'unité du Conseil. Cette unité ne saurait cependant se payer au prix de l'inaction car nous ne pouvons pas courir le risque d'une nouvelle détérioration de la situation, facteur d'instabilité pour le pays et pour toute la région.

**M. Takasu** (Japon) (*parle en anglais*): Je voudrais remercier chaleureusement le Secrétaire général au nom du Japon pour son importante déclaration prononcée aujourd'hui devant le Conseil de sécurité à propos de sa récente visite au Myanmar. Nous remercions également le Représentant permanent du Myanmar pour sa déclaration.

D'emblée, je voudrais insister sur la fermeté avec laquelle le Japon appuie les bons offices du Secrétaire général, assisté par son Conseiller spécial, M. Gambari. En tant que pays de la région, le Japon a suivi l'évolution de la situation au Myanmar avec beaucoup d'intérêt et de préoccupation. Sur la base de notre longue et excellente relation bilatérale, nous entretenons un dialogue étroit avec le Gouvernement du Myanmar pour appuyer les efforts déployés par le Secrétaire général et M. Gambari dans le cadre de leurs bons offices.

Le Gouvernement du Myanmar met en œuvre une feuille de route en sept étapes visant à développer la démocratie. En vue des élections générales prévues, l'année prochaine, c'est une étape essentielle du processus de démocratisation. L'attention de la communauté internationale s'est récemment concentrée sur la situation qui entoure le procès de Daw Aung San Suu Kyi. Il était donc important et opportun pour le Secrétaire général de se rendre au Myanmar pour communiquer en personne les préoccupations de la communauté internationale et demander instamment aux dirigeants de rendre le processus démocratique incluant la participation de tous, sans exclusive et crédible à l'échelle internationale.

Pendant sa visite, le Secrétaire général a rencontré le généralissime Than Shwe à deux reprises. Il a demandé la libération anticipée de tous les prisonniers politiques, y compris Daw Aung San Suu Kyi, la reprise d'un dialogue de fond entre le Gouvernement et tous les partis politiques, la tenue d'élections sans exclusive et crédibles à l'échelle internationale en 2010, l'amélioration de la situation en matière de droits de l'homme, la réconciliation nationale et la création d'un forum économique national.

Nous sommes évidemment déçus que le Gouvernement du Myanmar n'ait pas accédé à la demande du Secrétaire général de rencontrer Daw Aung San Suu Kyi. Néanmoins, nous reconnaissons que la visite du Secrétaire général s'est avérée dans l'ensemble très utile et nécessaire. Nous approuvons la décision qu'il a prise d'effectuer cette visite. Le Secrétaire général est l'un des rares dirigeants politiques qui peuvent communiquer directement les préoccupations de la communauté internationale aux instances dirigeantes du pays. Nous nous félicitons de la manière dont le Secrétaire général s'est employé à communiquer sans équivoque à tous les plus hauts

dirigeants les motifs de préoccupations communes que nous partageons tous.

Comme en a été informé le Conseil aujourd'hui, le Secrétaire général a eu un échange de vues complet, détaillé et approfondi avec les dirigeants à propos des mesures concrètes que nous aimerions les voir prendre. Il a également fait part aux dirigeants de l'appui de l'ONU aux efforts entrepris par le Myanmar. Il importait également que le Secrétaire général puisse rencontrer tous les partis politiques, y compris la Ligue nationale pour la démocratie et les groupes signataires de cessez-le-feu, et prononcer un discours public très franc à Yangon.

Bien qu'il n'y ait pas eu de réaction immédiate concernant les autres questions évoquées par le Secrétaire général, nous espérons que les autorités du Myanmar étudieront avec attention toutes les questions et les préoccupations de la communauté internationale et nous donneront une réponse positive en temps voulu. Nous partageons les attentes du Secrétaire général selon lesquelles le Gouvernement du Myanmar doit faire en sorte que ses actes correspondent à la promesse qu'il a faite de coopérer avec l'ONU. Nous devons surveiller avec attention la façon dont le Gouvernement du Myanmar tient compte des conclusions de la visite du Secrétaire général.

Pour ce qui est du cas de Daw Aung San Suu Kyi, le Japon a fait part de sa profonde préoccupation aux hautes autorités du Myanmar. Nous les avons engagées à prendre les mesures appropriées et à être indulgentes. Une fois que nous aurons constaté des mesures positives de la part des autorités du Myanmar, il importera pour nous de réagir de façon positive en prenant des mesures concrètes, comme l'ont confirmé les dirigeants du G-8 lors de la réunion au sommet de la semaine dernière à L'Aquila.

Les efforts entrepris par le Secrétaire général dans le cadre de ses bons offices ne s'arrêteront pas après cette visite. Le Japon continuera d'appuyer les missions de bons offices de l'ONU. Dans le même temps, nous appelons le Gouvernement du Myanmar à prendre des mesures positives pour faire progresser le processus démocratique en faisant participer toutes les parties prenantes.

**M<sup>me</sup> DiCarlo** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Je voudrais moi aussi remercier tout particulièrement le Secrétaire général. Les États-Unis se joignent aux autres membres du Conseil pour lui réitérer leur ferme appui dans le cadre de sa mission de

bons offices, ainsi qu'à son Conseiller spécial, Ibrahim Gambari. Nous remercions le Secrétaire général pour l'exposé qu'il a présenté aujourd'hui. Nous le remercions en particulier d'avoir communiqué directement des messages à contenu critique au Gouvernement du Myanmar. Nous nous félicitons également de la présence aujourd'hui du Représentant permanent du Myanmar. Nous espérons que le Gouvernement du Myanmar appliquera toutes les recommandations du Secrétaire général.

Nous remarquons que le Secrétaire général a pu rencontrer le généralissime Than Shwe, ainsi que de nombreux membres du comité exécutif central de la Ligue nationale pour la démocratie et des représentants d'autres partis politiques enregistrés. Nous sommes cependant très déçus du fait que les autorités du Myanmar n'aient pas accédé à la demande du Secrétaire général de rencontrer Daw Aung San Suu Kyi. En répondant négativement à cette demande simple et directe, le Gouvernement du Myanmar a manqué une occasion cruciale, selon les termes du Secrétaire général, de montrer son attachement à une nouvelle ère d'ouverture politique.

Nous attendons la réponse du régime face aux défis importants qu'a mentionnés le Secrétaire général pendant sa visite. Si les autorités n'arrivent pas à relever ces défis de manière crédible, elles manqueront encore une occasion d'accomplir des progrès importants concernant les préoccupations exprimées par le Conseil. Le chemin que suivent les autorités ne mène ni à la démocratie ni à la stabilité. C'est encore une fois le peuple du Myanmar qui souffrira si cette occasion de changer de cap n'est pas saisie.

À l'approche de 2010, le Gouvernement nous a assurés à plusieurs reprises que les élections de l'année prochaine seraient libres et régulières. Néanmoins, il ne peut y avoir d'élections libres et régulières tant que les dirigeants des partis démocratiques d'opposition du Myanmar, y compris Daw Aung San Suu Kyi et plus de 2 000 autres prisonniers politiques, croupiront dans les prisons du pays. Nous ne prétendons pas dicter au Myanmar son avenir politique. Nous cherchons simplement à faire en sorte que la volonté de tout le peuple du Myanmar soit entendue et respectée.

Les autorités, à l'évidence, ne respectent pas cette volonté populaire en jugeant la dirigeante de l'opposition démocratique du pays au motif infondé d'une violation d'assignation à résidence qui était illégitime dès le départ. Nous sommes profondément

préoccupés par ces agissements. Nous demandons au régime de mettre fin à ces poursuites contre Daw Aung San Suu Kyi et de la libérer immédiatement et sans condition.

Nous sommes également préoccupés de ce que les autorités continuent de ne pas s'attaquer aux graves problèmes humanitaires auxquels le pays fait face. Par exemple, les attaques récentes perpétrées par l'armée du Myanmar et ses agents ont forcé plus de 3 000 membres de l'ethnie Karen à fuir en Thaïlande. Cette violence visant les minorités ethniques déstabilise la zone autour de la frontière internationale et donne l'alarme sur la façon dont le Gouvernement du Myanmar traite les minorités ethniques du pays. La réconciliation nationale ne sera jamais réalisée tant que l'armée continuera de s'en prendre aux citoyens de son propre pays. Ces problèmes ne peuvent être résolus en imposant aux citoyens du Myanmar des plans qui manquent de légitimité démocratique. La transition démocratique vers un régime civil légitime ne sera possible que par l'intermédiaire d'un dialogue franc et d'une vision de l'avenir partagée par tous, notamment l'opposition démocratique et tous les groupes ethniques.

Nous nous félicitons des progrès enregistrés dans le delta de l'Ayeyarwaddy après le chaos causé par le cyclone Nargis, et nous reconnaissons que le Groupe clef tripartite a apporté une contribution essentielle pour favoriser ces progrès. Nous appuyons fermement la demande formulée par le Secrétaire général d'accorder les visas en attente aux travailleurs humanitaires et d'élargir l'aide humanitaire au-delà du delta. Les progrès vers la démocratie et la stabilité ne peuvent avoir lieu lorsque les citoyens luttent pour survivre.

Le Secrétaire général a appelé à l'action immédiate du Gouvernement birman, pour éviter d'augmenter le nombre de vies gâchées, d'occasions manquées et pour mettre un terme à l'isolement. Nous ne pourrions être davantage d'accord. Le Secrétaire général a noté que la Birmanie ne peut pas relever seule ses nombreux défis. Les généraux de Birmanie devraient comprendre que nous tous, assis à cette table, sommes prêts à aider la Birmanie à assurer sa stabilité future et à retrouver sa prospérité passée. La communauté internationale a montré qu'elle était disposée à aider le peuple birman. Il appartient maintenant aux autorités birmanes de montrer qu'elles sont disposées à faire de même.

Le Gouvernement birman a cité sa coopération avec l'ONU comme le fondement de la politique étrangère du pays. Le Secrétaire général a fait écho à cette déclaration dans son récent discours. À présent, il est temps pour la Birmanie de joindre le geste à la parole. Nous encourageons vivement les autorités à saisir cette occasion de s'engager de manière crédible auprès de la communauté internationale. Si la Birmanie fait preuve de sa volonté de répondre aux exigences de la communauté internationale et de réaliser de véritables progrès sur la voie de la réforme, les États-Unis sont prêts à lui emboîter le pas.

**M. Mayr-Harting** (Autriche) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Secrétaire général de sa présence parmi nous aujourd'hui, de l'exposé qu'il nous a présenté et surtout de son engagement actif en faveur du Myanmar, ainsi que de celui de son Conseiller spécial, M. Ibrahim Gambari. Je voudrais également saluer la présence du Représentant permanent du Myanmar et lui assurer que nous avons écouté très attentivement sa déclaration.

C'était une décision courageuse, du Secrétaire général, de visiter le Myanmar et de rechercher le dialogue tant avec le Gouvernement du Myanmar qu'avec l'opposition. Qu'il soit assuré du plein appui de mon pays. L'Autriche se félicite vivement du rôle dirigeant qu'il joue en transmettant les préoccupations et les messages de la communauté internationale au Gouvernement et en particulier au général-major Than Shwe. L'Autriche continuera d'appuyer pleinement la mission de bons offices de l'ONU ainsi que son engagement personnel.

L'Autriche est très préoccupée par la détérioration importante de la situation dans le domaine des droits de l'homme au Myanmar, au cours de l'année passée. Daw Aung San Suu Kyi a été arrêtée à cause d'une prétendue violation de son assignation à résidence, arrestation qui, selon le Groupe de travail sur la détention arbitraire, était une violation non seulement du droit international mais aussi du droit interne du Myanmar. De plus, ces dernières semaines, l'intensification des combats dans l'est du pays force des milliers de civils à fuir vers les États voisins.

Tous ces événements ne sont pas de bon augure pour le Myanmar pour ce qui est de ses aspirations à une transition paisible vers la démocratie. Nous pensons donc que la visite du Secrétaire général était en effet très opportune et important. Tous les points qu'il a abordés lors de sa visite – la libération de tous

les prisonniers politiques, y compris Daw Aung San Suu Kyi, la reprise d'un dialogue de fond dans un délai précis, les critères pour des élections libres et régulières, le développement du pays et l'aide humanitaire, notamment l'octroi rapide de visas – sont d'une grande importance pour le Myanmar et, comme l'a souligné le Secrétaire général dans son discours de Yangon, ils sont tous également interdépendants. Comme l'a signalé le Secrétaire général, ni la paix ni le développement ne peuvent prospérer sans démocratie et respect des droits de l'homme.

À l'instar d'autres pays, l'Autriche est vraiment déçue par la décision du Gouvernement de refuser au Secrétaire général une rencontre avec Daw Aung San Suu Kyi. Nous partageons son opinion selon laquelle le Gouvernement a manqué une occasion importante.

Le sort des prisonniers politiques, y compris Daw Aung San Suu Kyi, sera de toute évidence d'une grande importance pour la crédibilité des élections en 2010 et la perception de leur caractère libre et régulier aux niveaux national and international. Nous exhortons le Gouvernement du Myanmar à relâcher immédiatement et sans condition Daw Aung San Suu Kyi, ainsi que tous les prisonniers et détenus politiques.

Nous partageons les préoccupations du Secrétaire général concernant le niveau élevé de pauvreté au Myanmar et la souffrance de sa population. La coopération efficace entre le Gouvernement du Myanmar, l'ONU et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, entreprise dans le cadre du Groupe clef tripartite en réponse au cyclone Nargis, a clairement démontré la supériorité de l'engagement sur l'isolement. Nous saluons ces efforts et espérons que cet esprit d'ouverture s'appliquera également dans l'avenir à des questions pratiques relatives à l'aide humanitaire – à savoir un accès humanitaire total et sans entrave – à la coopération pour développement et à la proposition de créer un forum économique national.

Étant donné que la production d'opium sur le territoire du Myanmar est toujours la deuxième en importance dans le monde, la promotion active d'activités de développement de substitution mise en œuvre par le Gouvernement du Myanmar avec l'appui du Bureau national de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime permettrait de remédier à cette situation.

Dans ses conclusions au Conseil le 27 avril, l'Union européenne a rappelé le rôle important et croissant qu'il joue en tant que donateur au pays et sa volonté d'augmenter encore son aide au peuple du Myanmar. Cependant, des avancées véritablement positives sur la base des propositions du Secrétaire général seront nécessaires pour permettre à l'Union européenne et à d'autres donateurs de concrétiser le plein potentiel de leur coopération avec ce pays.

Pour terminer, je voudrais souligner que l'Autriche espère à présent que le Gouvernement du Myanmar agira selon les propositions et les demandes du Secrétaire général. Nous sommes convaincus que cela serait agir dans le meilleur intérêt du pays et de sa population. Nous encourageons les autorités du Myanmar à coopérer étroitement et de façon constructive avec le Secrétaire général et son Conseiller spécial Ibrahim Gambari dans le suivi de sa visite.

**M. Bui The Giang** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je voudrais m'associer aux autres membres du Conseil pour remercier le Secrétaire général de son exposé descriptif de sa visite au Myanmar, il y a 10 jours. Nous sommes particulièrement reconnaissants des efforts et de l'engagement personnels du Secrétaire général qui a effectué cette visite malgré son emploi du temps extrêmement chargé. Je voudrais aussi remercier l'Ambassadeur Than Swe, Représentant permanent du Myanmar, pour sa déclaration.

Il nous semble que cette visite était opportune et nécessaire, étant donné la situation générale au Myanmar, à ce stade. En fait, celle-ci a réaffirmé le rôle de l'ONU, représentée par son Secrétaire général, en tant que médiateur clef et son attachement à aider le Gouvernement et le peuple du Myanmar avec un programme ambitieux et de grande envergure.

Comme nous l'avons appris par le Secrétaire général, toutes les activités prévues au cours de la visite ont eu lieu, excepté une. Il a eu deux entrevues avec le généralissime Than Shwe et plusieurs réunions avec de hauts fonctionnaires du Gouvernement, au cours desquelles il a tout simplement exprimé son point de vue et ses recommandations sur la situation actuelle. Il a également eu un échange franc de points de vue avec des dirigeants de 10 partis politiques inscrits, y compris une rencontre privée séparée avec la Ligue nationale pour la démocratie et des représentants de groupes parties au cessez-le-feu. Il a rencontré en particulier un vaste public comprenant plus de 300

participants issus d'organisations non gouvernementales, de groupes de la société civile et du corps diplomatique, à qui il a présenté publiquement des observations critiques, ce qui est aussi un signe de respect sans réserve des autorités de Myanmar envers le Secrétaire général et son opinion.

Nous regrettons, mais comprenons la perspective du droit interne, qui n'a pas permis au Secrétaire général de rencontrer Daw Aung San Suu Kyi. Nous considérons la rencontre du Secrétaire général avec le Groupe clef tripartite comme très importante, car de nouveau cela donne de la valeur ajoutée à la coopération réussie entre l'ONU, l'ASEAN et le Gouvernement de Myanmar.

Tout en partageant le souhait commun d'assister à des progrès plus rapides et plus tangibles dans tous les domaines de la vie au Myanmar, nous notons de façon positive de la décision du Gouvernement de Myanmar d'amnistier les prisonniers et de leur permettre de participer aux élections de l'année prochaine qui, nous l'espérons, seront libres, régulières et inclusives, comme première mesure concrète découlant de la visite du Secrétaire général.

En même temps, nous tenons compte de la situation complexe du Myanmar en tant que pays sortant d'années de tension politique, de sous-développement économique et de catastrophes naturelles catastrophiques, et en souffre toujours, et nous pensons que cette visite s'est révélée être une étape importante dans le processus dont Myanmar avait besoin pour devenir un pays paisible, stable and prospère. Dans ce processus, c'est le peuple du Myanmar qui détermine sa propre destinée. L'aide de la communauté internationale et de l'ONU est extrêmement importante et elle sera efficace dès lors qu'elle s'appuie sur l'engagement et la coopération du Gouvernement et du peuple du Myanmar, comme cela a été le cas, tout particulièrement dans le cadre actuel de la feuille de route en sept étapes du pays vers la démocratie et la réconciliation nationale.

Comme nous l'avons déclaré à maintes reprises, le Viet Nam est favorable à l'adoption d'une approche globale pour contribuer à éliminer les causes profondes des difficultés auxquelles se heurte le Myanmar, à savoir la pauvreté et le sous-développement économique. Dans ce contexte, la création d'un forum économique national, axé sur l'agriculture, sera déterminante. Pour que cette initiative soit fructueuse,

nous pensons que les organismes des Nations Unies et les donateurs pourraient jouer un rôle plus actif.

Enfin, en tant que pays de la région ayant un grand intérêt à ce que la paix, la stabilité et le développement soient encouragés au Myanmar, le Viet Nam tient à réaffirmer son appui constant à la mission de bons offices du Secrétaire général et à tous les autres efforts propices au processus de réconciliation nationale et de démocratisation dans le pays. Nous continuerons de participer activement à ce processus selon les moyens qui nous semblent appropriés et constructifs.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Secrétaire général de son exposé détaillé sur sa récente visite au Myanmar. Nous avons écouté attentivement la déclaration du Représentant permanent du Myanmar.

Selon nous, la visite du Secrétaire général était à la fois opportune et nécessaire. Le programme de travail était extrêmement chargé : le Secrétaire général a rencontré deux fois le Chef de l'État, et il s'est entretenu également avec le Premier Ministre, les représentants des partis politiques, y compris le parti d'opposition – la Ligue nationale pour la démocratie (LND), et les groupes armés des minorités ethniques. Le Secrétaire général s'est rendu personnellement dans les zones touchées par la catastrophe naturelle dévastatrice de l'an passé. Nous notons l'esprit constructif manifesté par les autorités du Myanmar qui ont permis au Secrétaire général de s'adresser à l'opinion publique du Myanmar et à la presse.

Le Secrétaire général avait espéré rencontrer Daw Aung San Suu Kyi, la représentante de la LND. Nous voudrions faire observer que ce ne devrait pas être là le seul critère sur lequel juger sa visite. Il a publiquement et directement rappelé aux autorités et aux plus hauts dirigeants du pays l'importance de la démocratie au Myanmar et a réaffirmé la disposition de la communauté internationale à fournir une aide complète pour surmonter les problèmes urgents. Nous nous félicitons du caractère pluridimensionnel des efforts du Secrétaire général, qui portent sur les aspects socioéconomiques et humanitaires de la coopération avec le Myanmar.

La mission de bons offices est un processus. Il est clair que nombre des questions soulevées par le Secrétaire général à Nay Pyi Taw durant sa visite ne peuvent être réglées de manière immédiate. Il faut du temps et de la patience. Nous comptons pour cela sur

les efforts constructifs de M. Ibrahim Gambari, Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Myanmar.

Le Myanmar prépare actuellement les élections législatives générales qui doivent avoir lieu en 2010. Il s'agit là de la dernière étape en date de la feuille de route pour la transition démocratique. Les plus hauts dirigeants du pays ont assuré le Secrétaire général que ces prochaines élections seraient libres et équitables et que tous les partis politiques, y compris la Ligue nationale pour la démocratie, pourraient y participer. Nous espérons que ces assurances s'accompagneront de mesures concrètes. Nous nous félicitons que le Représentant permanent du Myanmar ait exprimé la disposition de son pays à coopérer avec l'ONU et la communauté internationale pour l'organisation de ces élections ainsi que dans un certain nombre d'autres domaines.

Nous remercions le Secrétaire général du rôle très actif qu'il joue personnellement pour mener à bien sa mission de bons offices. Cette mission est un important et efficace moyen de communication entre le Conseil de sécurité, l'ONU et le Myanmar. La Fédération de Russie continuera à fournir à cette mission toute l'aide dont elle aura besoin.

**M. Vilović** (Croatie) (*parle en anglais*) : Je voudrais moi aussi remercier le Secrétaire général de son exposé au Conseil et de nous avoir directement rendu compte de son récent voyage au Myanmar. La Croatie salue l'esprit d'initiative constant que le Secrétaire général a démontré sur cette question. Pleinement consciente des difficultés auxquelles s'est heurté le Secrétaire général au moment de décider de se rendre ou non au Myanmar, la Croatie se félicite de sa visite, qui avait pour objectif de demander au Gouvernement du Myanmar de libérer les prisonniers politiques, y compris Daw Aung San Suu Kyi, et d'organiser des élections libres et régulières.

La Croatie apprécie à sa juste valeur la franchise avec laquelle le Secrétaire général évalue le résultat de ses rencontres avec les principaux dirigeants du Myanmar. Nous avons été particulièrement intéressés de connaître les impressions que le Secrétaire général a tirées de sa rencontre avec les représentants des groupes ethniques minoritaires et les représentants et dirigeants de plusieurs partis politiques, notamment les membres de la Ligue nationale pour la démocratie, ainsi que son analyse de l'état d'avancement des efforts humanitaires et de reconstruction dans le delta

du Ayeyarwady depuis sa première visite dans cette zone au lendemain du passage du cyclone Nargis. Nous sommes encouragés d'entendre qu'il existe une bonne coopération entre le Gouvernement du Myanmar, l'ONU et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

La Croatie demeure profondément préoccupée par les événements récents survenus au Myanmar concernant les prisonniers politiques et par le traitement que le régime réserve aux minorités ethniques, en violation du droit international humanitaire, ainsi que par le manque persistant de respect des droits de l'homme de la population. À cet égard, la Croatie partage le sentiment croissant de frustration de la communauté internationale face au blocage politique que les autorités du Myanmar continuent d'opposer aux efforts internationaux pour que des progrès véritables soient enregistrés dans le processus de démocratisation avant la tenue des élections de 2010.

Compte tenu de la complexité de la situation politique au Myanmar, qui a été compliquée davantage par le procès d'Aung San Suu Kyi actuellement en cours, la Croatie se félicite de la mission de bons offices du Secrétaire général qui a transmis, sans aucune équivoque, les préoccupations fondamentales de la communauté internationale directement au général Than Shwe et aux autres responsables du pays. Nous estimons également que cette visite a rempli un autre objectif important, car en présentant sa vision pour le Myanmar dans sa déclaration en date 4 juillet, le Secrétaire général a également transmis un message crucial de la communauté internationale, à savoir que le Myanmar a le choix de la voie à suivre. Le contrôle national du processus politique n'est nullement remis en question ici, ni le fait qu'il incombe au premier chef aux autorités du Myanmar de le faire progresser et de décider des choix qu'elles souhaitent faire.

Il est donc profondément regrettable que les dirigeants du Myanmar aient choisi de ne pas saisir cette occasion sans pareille qu'a représentée la visite du Secrétaire général pour manifester un quelconque attachement à la promotion d'une réforme démocratique véritable. De fait, leur refus de permettre au Secrétaire général de rencontrer Aung San Suu Kyi nous préoccupe vivement, tout comme la réticence que les dirigeants ont opposée à nombre des propositions du Secrétaire général. Nous exhortons les autorités du Myanmar à tirer parti des bons offices du Secrétaire général et à commencer à se montrer prêtes à coopérer,

et ce, en traduisant dans les actes les assurances quant à la crédibilité des élections de 2010, qu'elles lui ont données au cours de sa visite, en libérant tous les prisonniers politiques, y compris Aung San Suu Kyi, et en reprenant le processus général de dialogue et de réconciliation nationale.

La Croatie est prête, aux côtés du reste de la communauté internationale, à continuer d'aider le peuple du Myanmar à concrétiser ses aspirations à un avenir démocratique et prospère. À cet égard, la Croatie réaffirme son appui au rôle important que le Secrétaire général doit continuer de jouer au Myanmar grâce à sa mission de bons offices et aux efforts de son Envoyé spécial, M. Ibrahim Gambari.

**M. Liu Zhenmin (Chine) (parle en chinois) :** Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général Ban Ki-moon de son exposé. Nous remercions également l'Ambassadeur U Than Swe, Représentant permanent du Myanmar, de sa déclaration.

La Chine attache une grande importance à la visite que le Secrétaire général a effectuée au Myanmar au début du mois de juillet. Nous nous félicitons vivement des efforts qu'il a déployés depuis son entrée en fonction pour promouvoir le processus démocratique et la réconciliation nationale au Myanmar. Nous estimons que cette visite a été très utile et a eu beaucoup d'influence. La Chine apprécie à sa juste valeur l'accueil de haut niveau réservé au Secrétaire général au Myanmar et trouve encourageant que le Myanmar se dise déterminé à promouvoir le processus démocratique et à coopérer activement avec l'ONU.

Nous prenons bonne note du fait que certains médias et certains pays désapprouvent le fait que le Secrétaire général n'ait pas pu rencontrer Daw Aung San Suu Kyi. À notre avis, le Secrétaire général a rencontré de nombreuses personnes lors de sa visite, et le fait qu'il ait rencontré ou non Daw Aung San Suu Kyi ne devrait pas servir de critère pour juger du succès de sa visite.

Daw Aung San Suu Kyi fait malheureusement l'objet d'une procédure judiciaire. Afin de préserver l'impartialité du processus judiciaire, le Myanmar a décidé de ne pas prendre les dispositions nécessaires pour que le Secrétaire général la rencontre, ce qui est tout à fait compréhensible. L'ONU doit respecter la juridiction de ses États Membres.

Nous avons maintes fois insisté sur le fait que les bons offices du Secrétaire général sont un processus et que cette visite faisant partie de son mandat de bons offices. Lors de sa visite, le Secrétaire général a établi un dialogue de fond avec les principaux dirigeants du Myanmar, leur a directement exprimé la préoccupation de la communauté internationale au sujet de la question du Myanmar et s'est efforcé de renforcer la confiance mutuelle avec ce pays. Cela contribuera grandement à encourager le Myanmar à maintenir la dynamique actuelle et à promouvoir le processus démocratique, conformément au plan qui a été établi.

Le Secrétaire général a également eu des contacts approfondis avec la société civile du Myanmar et a exercé une influence positive sur ses membres. Tout ceci indique que la visite du Secrétaire général a été positive et importante.

Ces dernières années, le Secrétaire général a exercé d'une manière active ses bons offices au Myanmar, conformément au mandat que lui a confié l'Assemblée générale. Ses efforts inlassables et les résultats positifs qu'il a ainsi obtenus méritent d'être jugés d'une façon juste et équitable par la communauté internationale. Jusqu'en 2006, lorsque M. Gambari s'est rendu pour la première fois dans le pays à la demande du Secrétaire général, le Myanmar avait pris 14 ans pour achever la première étape de la feuille de route en sept étapes. Mais, l'année prochaine, il achèvera la cinquième étape en organisant les premières élections générales en 20 ans. Ces résultats n'auraient pas été possibles sans les bons offices du Secrétaire général et les efforts déployés par le Myanmar lui-même.

Compte tenu de l'évolution historique du Myanmar et de la réalité politique dans le pays, les progrès susmentionnés n'ont pas été chose facile. Il serait injuste d'ignorer les progrès accomplis par le Myanmar ou de continuer de harceler son gouvernement. La communauté internationale doit dresser un bilan équilibré des efforts déployés par le Myanmar, encourager son gouvernement et lui apporter une assistance, et le traiter avec moins d'arrogance et de préjugés.

En tant que pays asiatique et voisin proche du Myanmar, la Chine comprend fort bien les difficultés auxquelles le peuple et le Gouvernement du Myanmar doivent faire face. Le Myanmar est en proie à une myriade de problèmes, pas seulement un problème qui ne concerne qu'un seul individu. Faisant partie des

pays les moins avancés, le Myanmar est certes autosuffisant dans le domaine de l'agriculture, mais la majorité de la population ne bénéficie pas encore des dividendes de l'industrialisation. Le plus grand problème du Myanmar est donc celui du développement.

Comme le Myanmar est une nation multiethnique, la réconciliation nationale est très difficile dans ce pays, qui a sur son territoire des groupes armés qui n'ont pas encore signé d'accords de paix avec le Gouvernement. Le plus grand défi pour le Myanmar est donc celui d'instaurer l'unité nationale et la stabilité sociale.

Le Myanmar étant à la fois un vieux pays riche d'une civilisation ancienne et un jeune pays issu de la Deuxième Guerre mondiale après s'être débarrassé du joug colonial, le processus démocratique du Myanmar et son système de gouvernance sont confrontés à de nombreux problèmes. Comme pour de nombreux autres pays en développement, on ne peut trouver que progressivement une solution aux problèmes du Myanmar au fur et à mesure que le pays se développe économiquement et socialement.

Il est évident que les problèmes du Myanmar ne sauraient être résolus seulement grâce à des solutions occidentales. Nous espérons que le Gouvernement du Myanmar mettra en œuvre avec beaucoup de sérieux la feuille de route en sept étapes de son processus démocratique et fera tous les préparatifs nécessaires pour les élections générales prévues pour l'année prochaine. Nous espérons que le Gouvernement du Myanmar se réformera progressivement et conduira son peuple sur la voie de résultats économiques encore plus significatifs. Nous espérons également que la communauté internationale dressera un bilan objectif de ses problèmes multiformes et aidera le Myanmar. Nous espérons également que les pays concernés lèveront les sanctions imposées contre le Myanmar afin de créer, pour le peuple du Myanmar, un environnement juste et favorable à son développement économique.

La Chine appuie le Secrétaire général Ban Ki-moon et M. Gambari dans la poursuite de leurs bons offices. Nous espérons sincèrement que les bons offices du Secrétaire général aideront le Myanmar à se stabiliser et à parvenir à la réconciliation nationale, et que l'ONU jouera un rôle constructif pour aider le pays à faire face à ses problèmes économiques, sociaux, humanitaires et en matière des droits de l'homme. La

Chine a aidé et aidera le Gouvernement du Myanmar dans ses efforts pour régler ses problèmes d'une manière responsable et constructive, mais nous estimons que les événements qui ont lieu au Myanmar relèvent des affaires intérieures du Myanmar lui-même et doivent être gérés par son propre gouvernement et son propre peuple au moyen de consultations.

La situation au Myanmar ne représente pas une menace à la paix ou à la sécurité régionales ou internationales. La Chine s'est opposée très clairement à l'inscription de la question du Myanmar à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, et nous sommes contre une politique d'isolation et de sanctions à l'encontre du Myanmar. La position de la Chine sur cette question demeure inchangée.

En tant voisin et ami du Myanmar, la Chine fournira toujours une assistance au peuple et au Gouvernement de ce pays dans la limite de ses capacités. Nous espérons que les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et les autres pays de la région travailleront ensemble pour aider le Myanmar à faire face à ses difficultés.

**M. Çorman** (Turquie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général pour son exposé détaillé sur sa récente visite au Myanmar, les 3 et 4 juillet 2009. Cette deuxième visite du Secrétaire général en à peine plus d'un an était de nouveau opportune, et nous espérons qu'elle débouchera sur des exemples concrets de coopération entre le Gouvernement du Myanmar et l'ONU. Je tiens également à remercier le Représentant permanent du Myanmar pour sa déclaration.

La Turquie accorde une grande importance à la réconciliation nationale et à la protection des droits de l'homme au Myanmar. Nous appuyons donc pleinement la mission de bons offices du Secrétaire général en ce sens, conformément au mandat que lui a confié l'Assemblée générale, ainsi que les efforts de son Conseiller spécial, l'Ambassadeur Ibrahim Gambari.

Le Myanmar a traversé une période très difficile au cours des deux dernières années, et nous nous souvenons tous des conséquences désastreuses du cyclone Nargis. Cette tragédie nous a montré la grande résistance du peuple du Myanmar, et nous sommes heureux d'apprendre du Secrétaire général que les efforts de reconstruction commencent petit à petit à porter leurs fruits grâce à la coopération entre l'ONU, le Gouvernement du Myanmar et l'Association des

nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Nous sommes également heureux d'apprendre, de certains autres événements positifs dans les domaines économique et politique, tels que les accords de cessez-le-feu signés entre le Gouvernement et les groupes armés, ainsi que la facilitation du commerce et de l'investissement extérieurs.

Néanmoins, nous voudrions voir des progrès plus importants et plus tangibles sur le plan de la protection des droits de l'homme et des libertés politiques. Pour faire écho aux paroles du Secrétaire général à la fin de sa visite à Yangon, la paix, le développement et les droits de l'homme sont étroitement liés dans tous les pays, et le Myanmar ne fait pas exception à la règle.

À cet égard, les élections qui doivent se tenir en 2010 seront un test déterminant. Ces élections, y compris les événements qui auront lieu pendant la période préélectorale, doivent être libres et régulières. Tous les partis politiques doivent être autorisés à participer à la campagne et aux élections en toute liberté. Nous avons pris note avec intérêt des garanties fournies par les dirigeants du Myanmar à cet égard. Nous voudrions maintenant voir cet engagement suivi de mesures concrètes. D'autre part, le Gouvernement du Myanmar doit créer les conditions nécessaires à la réconciliation nationale par l'intermédiaire d'un processus sans exclusive qui comprenne la pleine participation de tous les groupes et partis politiques.

J'en arrive à la question de la libération de tous les prisonniers politiques, et en particulier à la situation de Daw Aung San Suu Kyi. En tant que principale personnalité de l'opposition, il est regrettable que M<sup>me</sup> Suu Kyi soit assignée à résidence depuis 13 ans. Dans ce contexte, et cela prend d'autant plus de sens, sa récente incarcération quelques semaines seulement avant la fin prévue de son assignation à résidence soulève une fois encore des questions importantes qui doivent être élucidées. À cet égard, le refus par le Gouvernement du Myanmar de permettre au Secrétaire général de rendre visite à M<sup>me</sup> Suu Myi n'est certainement pas bienvenu.

Cependant, indépendamment des cas particuliers, nous pensons qu'il est plus que temps que le Gouvernement du Myanmar fasse écho aux appels répétés du Conseil de sécurité et libère tous les prisonniers politiques. C'est en effet essentiel à la création d'un environnement politique favorable au dialogue, à la conciliation et au respect mutuel qui sont nécessaires à la tenue d'élections libres et régulières,

dont les résultats doivent être respectés et honorés par tous.

Nous espérons sincèrement que toutes les parties, et en premier lieu le Gouvernement, saisiront l'occasion historique que représentent les élections de 2010 pour s'engager dans la voie sans retour de la réconciliation et de la paix nationales. Le Secrétaire général a déclaré que l'ONU pouvait et voulait aider le Myanmar dans ce processus, et la Turquie appuie les efforts déployés par l'ONU, à cet égard.

**M. Dabbashi** (Jamahiriya arabe libyenne) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général pour son exposé et le féliciter pour les efforts qu'il a déployés dans le cadre de ses bons offices afin de promouvoir la stabilité et la réconciliation nationale au Myanmar. Nous insistons sur le fait que nous appuyons ses travaux personnels ainsi que ceux de son Conseiller spécial, M. Gambari.

Nous remercions également le Représentant permanent du Myanmar pour sa déclaration.

Nous nous félicitons de la visite du Secrétaire général au Myanmar et des pourparlers qu'il a engagés avec le Gouvernement et les autres parties à cette occasion. Dans le même temps, nous notons qu'il n'a pu rencontrer la dirigeante de l'opposition, M<sup>me</sup> Daw Aung San Suu Kyi. Nous regrettons cet échec, même si nous comprenons la position des autorités du Myanmar, exposée par le Représentant permanent du pays lors de sa déclaration.

Nous comprenons parfaitement que les efforts et les bons offices personnels du Secrétaire général, déployés par l'intermédiaire de M. Gambari, ont créé une véritable dynamique et donné lieu à des faits positifs. Bien que lents, de tels progrès – dont font tout d'abord partie l'engagement pris par les autorités du Myanmar de poursuivre l'application de la feuille de route en sept étapes et, le moment venu, de promulguer une loi qui réglementera les élections de 2010 – sont de bon augure dans la perspective de la réalisation de véritables progrès. Nous espérons que ces efforts feront avancer le processus démocratique et permettront de trouver une solution viable à tous les problèmes du Myanmar.

Nous pensons que le dialogue avec les autorités du Myanmar doit se poursuivre de manière à les encourager à réaliser les objectifs que nous appuyons tous et auxquels nous aspirons, surtout la libération des prisonniers et des détenus politiques, le dialogue

ininterrompu entre les différentes parties et la création d'un climat propice à l'organisation d'élections, à la promotion de l'état de droit et au respect des droits de l'homme.

Nous espérons que les autorités du Myanmar continueront de coopérer avec l'ONU et la communauté internationale afin de garantir la réconciliation nationale, de jeter les bases de la pleine participation de tous les acteurs politiques aux élections de 2010, et de réaliser la stabilité dans tout le pays. Nous sommes convaincus que la coordination entre l'ONU et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) est également essentielle pour obtenir des résultats tangibles en temps opportun.

Lors de précédentes déclarations devant le Conseil, mon pays a insisté sur le fait que les questions liées aux affaires internes des États doivent être résolues par des consultations et un dialogue constructif entre le Gouvernement et les acteurs politiques concernés, avec l'aide de la communauté internationale. Nous réitérons ce point de vue et félicitons l'ASEAN pour le rôle qu'elle joue, pour son appui aux bons offices de l'ONU et l'aide qu'elle apporte au peuple du Myanmar afin de réaliser la réconciliation nationale dans le pays. Nous espérons que le Myanmar parviendra bientôt à la stabilité politique et économique, au développement et à la réconciliation nationale, et que son peuple pourra vivre en paix.

Nous insistons sur le fait que l'avenir du Myanmar est exclusivement entre les mains de son peuple, qui doit œuvrer de concert pour en faire un État prospère.

**M. Urbina** (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Je voudrais commencer par remercier le Secrétaire général pour son exposé de ce matin. Je remercie également le Représentant permanent du Myanmar pour sa déclaration.

La visite opportune du Secrétaire général au Myanmar représente selon nous une étape importante dans les efforts de bons offices qu'il déploie dans le pays. Les efforts précédents – en particulier les visites répétées de M. Gambari – ont donné forme à la réponse de la communauté internationale. Les messages du Secrétaire général ont, selon nous, été particulièrement pertinents et répondent aux préoccupations de la communauté internationale. Fournir une réponse à ces messages donnerait un nouvel élan au processus qui

doit conduire à la normalisation de la vie nationale et du développement au Myanmar.

À cet égard, le Costa Rica remercie le Secrétaire général pour son attachement aux idéaux de l'ONU, mais il regrette le comportement du Gouvernement du Myanmar. Nous ne prétendons pas que la libération de Daw Aung San Suu Kyi serait la seule façon d'évaluer la volonté de changement du Gouvernement du Myanmar, mais nous ne pouvons pas non plus ignorer le fait que le cas de la lauréate du prix Nobel de la paix est un symbole préoccupant de la politique répressive du Gouvernement du Myanmar. En outre, l'augmentation constante du nombre de prisonniers politiques va à contre-courant des demandes persistantes de la communauté internationale.

Le Costa Rica estime qu'il convient de faire évoluer graduellement les sanctions et l'isolement du Myanmar vers un modèle de plus grande participation et de plus vaste coopération internationale ayant pour objectif d'ouvrir des portes, de jeter des ponts et de créer des possibilités en faveur d'un dialogue inclusif, de la réconciliation et de la démocratie. Mais nous pensons aussi que cette évolution dépend des efforts actifs que le Gouvernement du Myanmar déploiera pour accroître la confiance de la communauté internationale dans son projet politique, en particulier dans les domaines mis en exergue par le Secrétaire général.

La paix durable et le développement économique au Myanmar reposent sur la participation et l'action concertée de tous les secteurs de la société, sans exception. Le Costa Rica se félicite de la déclaration du Représentant permanent du Myanmar qui a indiqué que son gouvernement accorde la priorité à un transfert des pouvoirs à un gouvernement civil au lendemain des élections de l'année prochaine. Toutefois, il doit être clair que ce transfert ne sera légitime, aux niveaux national et international, que s'il résulte d'un processus respectant les droits de tous et garantissant la participation de tous.

Le jour approche où le pouvoir ne pourra plus reposer sur la répression et le déni des droits. La répression doit cesser. Le Costa Rica demande la libération de tous les prisonniers politiques et la restitution de tous les droits de Daw Aung San Suu Kyi. Telles sont, selon nous, les mesures urgentes qui doivent être prises pour enclencher un processus de réconciliation nationale vigoureux qui conduise à des

élections légitimes l'année prochaine, lesquelles sont fondamentales pour le développement futur.

Je voudrais terminer en me félicitant de la volonté du Secrétaire général d'accroître l'accès de l'aide humanitaire, qui demeure si nécessaire. Ses efforts bénéficient du plein appui de ma délégation.

**M. Koudougou** (Burkina Faso) : Nous voudrions d'emblée remercier le Secrétaire général de son exposé consécutif à la visite qu'il vient d'effectuer au Myanmar, deuxième du genre en l'espace d'une année, afin de mieux s'imprégner personnellement de l'évolution de la situation sociopolitique et humanitaire sur le terrain et d'y redynamiser le processus de réconciliation et de démocratisation. Nous savons également gré au Représentant permanent du Myanmar de sa déclaration.

Nous nous félicitons des rencontres que le Secrétaire général a eues aussi bien avec les principaux acteurs politiques nationaux, notamment le général Than Shwe, qu'avec les partenaires de développement, y compris le corps diplomatique et les organisations non gouvernementales. Nous déplorons cependant qu'il n'ait pas été possible pour lui de rencontrer l'opposante Aung San Suu Kyi.

Dans le domaine politique, nous voudrions exhorter le Gouvernement du Myanmar à continuer la libération des prisonniers politiques, y compris Aung San Suu Kyi, à instaurer un dialogue permanent avec tous les acteurs politiques et à créer un environnement favorable à la tenue d'élections pluralistes, libres et transparentes en 2010, élément nécessaire pour un retour de la stabilité, de la paix et du développement durable dans le pays.

Au regard de l'importance de ces élections, nous voudrions souligner qu'il est nécessaire d'adopter bientôt une législation conséquente, de créer une structure compétente pour leur organisation et leur gestion, et d'accepter le moment venu le soutien de la communauté internationale, notamment celui de l'ONU. Nous sommes encouragés par l'engagement des autorités du Myanmar à ce propos, comme vient de nous le décrire le Représentant permanent du Myanmar.

Au plan humanitaire, ma délégation salue la rencontre entre le Secrétaire général et le Groupe clef tripartite chargé de la réhabilitation et de la reconstruction des zones dévastées par le cyclone Nargis. Nous nous félicitons des progrès enregistrés

dans le delta du Ayeyarwaddy, et, compte tenu des défis qui restent encore à relever, nous demandons au Gouvernement de faciliter davantage l'accès humanitaire dans ces zones afin d'apporter aux populations les secours nécessaires à l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Nous demandons au Gouvernement de faciliter la mise en place du forum économique national, en mettant l'accent sur les secteurs prioritaires, tels que l'agriculture et les activités génératrices de revenus, susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations. Nous voudrions encourager les groupes armés qui ont choisi d'observer le cessez-le-feu à respecter les obligations qui en découlent, y compris la cessation de tout recrutement et toute utilisation d'enfants. Nous exhortons les autres groupes qui ne l'ont pas encore fait à se joindre au processus.

Ma délégation voudrait rappeler que la voie vers la réconciliation nationale, la paix et le développement durable est longue et nécessite à la fois un engagement ferme et conséquent de tous les acteurs nationaux et un accompagnement de la communauté internationale. C'est pourquoi nous demandons au Gouvernement de prendre toutes les mesures appropriées afin de trouver une solution consensuelle durable aux préoccupations exprimées par le Secrétaire général, car, en définitive, c'est au peuple du Myanmar tout entier qu'il revient au premier chef de surmonter le défi de bâtir une nation prospère.

Pour terminer, nous réitérons nos remerciements et nos encouragements au Secrétaire général ainsi qu'à son Envoyé spécial pour leurs efforts afin d'aider le Myanmar à sortir de l'impasse. Nous encourageons également les

pays de la région, notamment les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est à continuer leur élan de solidarité envers le Myanmar.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Ouganda.

Je voudrais remercier le Secrétaire général de son exposé ainsi que le Représentant permanent du Myanmar de sa déclaration.

Le Gouvernement du Myanmar poursuit la mise en œuvre de sa feuille de route en sept étapes vers la démocratie. La cinquième de ces étapes, qui a trait à l'organisation des élections l'année prochaine, est importante, puisque ce scrutin contribuera considérablement au processus de démocratisation dans le pays. Nous demandons instamment au Gouvernement du Myanmar de veiller à ce que le processus électoral soit libre, équitable, transparent et ouvert à tous et à ce que tous les secteurs de la société au Myanmar y participent pleinement.

Nous exhortons le Gouvernement et tous les partis à poursuivre le dialogue et la réconciliation. À cet égard, nous demandons la libération sans condition de tous les prisonniers politiques, notamment Aung San Suu Kyi.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. Le Conseil a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

*La séance est levée à 13 h 20.*